



ARRÊTÉ PORTANT RESTRICTION TEMPORAIRE DES CONDITIONS DE CIRCULATION ET DE STATIONNEMENT SUR UNE VOIE DEPARTEMENTALE RUE DE PARIS ET RUE DE VERSAILLES

Dominique BAVOIL,

Maire de la Commune de SAINT REMY les CHEVREUSE,

VU les articles L.2122-18 et suivants du Code général des Collectivités Locales concernant l'organisation de l'Administration Municipale et des délégations de fonction ;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des collectivités locales ;

VU la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'état ;

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L2212.1, L2212.2 et L2213.1 à L.2213-4 ;

VU le code de la route et notamment l'article R.417-10/II, 10° ;

VU l'article 8 de l'arrêté du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et des autoroutes ;

VU le Décret n°2001-251 du 2 mars 2001 relatif à la partie réglementaire du code de la route ;

VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière Livre 1/8ème partie signalisation temporaire approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié ;

VU le règlement de la voirie communale adopté par délibération du conseil municipal du 15 décembre 2016 ;

VU la demande formulée le **12 janvier 2023** par l'entreprise **SPIE CITY NETWORKS – 10 avenue de l'entreprise – Campus Saint Christophe – 95863 CERGY**, représentée par **Madame ZOROBABEL (06.34.41.06.98)** concernant les travaux **d'aiguillage et tirage de câbles dans le cadre du déploiement de la fibre optique**, au niveau **des rue de Paris et rue de Versailles** du **mercredi 18 janvier 2023 au lundi 17 avril 2023**.

ARRÊTONS :

Article 1 : du **mercredi 18 janvier 2023 au lundi 17 avril 2023**, l'entreprise **SPIE CITY NETWORKS** est autorisée à intervenir au **niveau des voies départementales :**

- La **circulation** sera limitée à **30 km/h** à l'approche et au droit du chantier ;
- Le **stationnement et le dépassement** sera **interdit** au droit du chantier ;
- La **circulation** s'effectuera **en alternance** et sera alors régulée **manuellement** ;
- La **circulation** sera alternée par des **feux tricolores** et/ou **hommes trafics** au droit du chantier ;
- La **restriction sur chaussée** au niveau du n°3 et n°13 rue de Versailles + le Rond-Point ;
- La **neutralisation de 2 places de stationnement** au niveau du n°99 rue de Paris
- La **suppression d'une voie de circulation** au niveau du n°151 rue de Paris
- **Les travaux** auront lieu **entre 09h30 et 16h00**.

Article 2 : A l'approche du chantier, l'entreprise aura à sa charge la signalisation temporaire du chantier sur le domaine public et sera responsable des conséquences pouvant résulter d'un défaut

ou d'une insuffisance de cette signalisation. Ladite signalisation devra être conforme aux dispositions alors en vigueur.

Article 3 : Le présent arrêté sera affiché sur site par l'entreprise 7 jours avant le début des travaux.

Article 4 : Cette autorisation pourra être modifiée voire supprimée par nécessité de service ou par mesure de sécurité, en raison de circonstances particulières ou des conditions atmosphériques.

Article 5 : Le non-respect d'une des clauses du présent arrêté entraînera une suspension immédiate du chantier.

Article 6 : Tout véhicule en infraction au présent arrêté sera enlevé par la fourrière aux frais et risques du contrevenant.

Article 7 : Le présent arrêté sera transcrit au registre des arrêtés de la mairie.

Article 8 : Le présent acte administratif peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir dans un délai de deux mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité (publication, affichage ou notification), auprès du Tribunal Administratif de Versailles.

Article 9 : Ampliation du présent arrêté sera transmise à :

- Monsieur le Directeur Général des Services municipaux ;
- Messieurs les Policiers Municipaux,
- Monsieur le Capitaine Commandant la Brigade de la Gendarmerie de CHEVREUSE,
- Monsieur le chef de centre de secours de CHEVREUSE,
- Les services techniques et la Police municipale de la ville de CHEVREUSE,
- Madame ZOROBABEL, entreprise SPIE CITY NETWORKS (pierrette.zorobabel@spie.com),
- Monsieur AIMAIN, entreprise AB RESEAUX (marius.aimain@abreseaux.com)

chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à SAINT-REMY-LES-CHEVREUSE, le seize Janvier deux mille vingt-trois.

Le Maire,
Dominique BAVOIL

